



POUR UN QUÉBEC MODERNE ET SOUVERAIN QUI DÉFEND LES DROITS DE TOUS!

PARTI MARXISTE-LÉNINISTE DU QUÉBEC

1360, rue Ontario est, Montréal H2L 1S1
permanence@pmlq.qc.ca • (514) 522-5872

Réponses du Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) à la Coalition pour une école secondaire publique à L'Île-des-Sœurs

1-Vous engagez-vous à soutenir la réalisation d'une nouvelle école secondaire publique à L'Île-des-Soeurs et à travailler, une fois élu, à ce que le projet soit inscrit dans les priorités gouvernementales et réalisé dans les meilleurs délais ?

Oui, nous nous engageons à soutenir la réalisation d'une nouvelle école secondaire publique à L'île-des-Soeurs et à travailler à ce que le projet aille de l'avant. Dans les conditions que vous décrivez, c'est une demande importante pour répondre aux besoins de votre milieu. Vous avez tout à fait raison d'affirmer qu'« une école secondaire à L'Île-des-Soeurs n'est pas une dépense pour un quartier. C'est un investissement dans les jeunes, dans les familles et dans l'avenir de tout Verdun. » Et la chose est vraie pour l'ensemble du territoire du Québec. Il y a près de 400 demandes de nouvelles écoles et, en 2025, il y a eu seulement deux nouvelles constructions d'écoles et une quinzaine d'agrandissements ou de solutions temporaires pour l'ensemble du Québec. Et ce, sans compter les demandes de restaurer les écoles en décrépidité qui causent toutes sortes de problèmes de santé, d'hygiène et nuisent à des conditions d'étude sécuritaires pour les étudiants.

La presse mentionnait en juillet passé que « pour la toute première fois, l'État québécois évalue concrètement la possibilité de confier l'entièreté de la conception, du financement, de la construction et de l'entretien à des consortiums privés, l'État devenant ensuite locataire des bâtiments », plongeant encore davantage l'avenir de l'éducation, dont ses infrastructures, entre les mains de riches intérêts privés.

Le PMLQ affirme tout d'abord que l'éducation est un droit humain fondamental qui est nié aujourd'hui. Toutes les mesures d'austérité et la privatisation de l'éducation à tous les niveaux sont en opposition à ce droit et à son affirmation. Le PMLQ lutte pour des investissements massifs en éducation, pour le financement des services dont le

peuple a besoin pour son bien-être dans tous les domaines, à la hauteur de ses demandes, dont celles en éducation, et s'oppose à toutes ces mesures antisociales. C'est le peuple qui devrait gérer son argent dans les coffres de l'État. Nous nous opposons à ce que l'argent du peuple soit utilisé et détourné dans des stratagèmes pour payer les riches, pour la destruction sociale et naturelle au service d'intérêts privés étroits que ce soit en éducation, en santé, dans les programmes sociaux et autres secteurs de l'économie.

2. Si vous êtes élu(e), comment comptez-vous contribuer à accélérer la réalisation de cette école afin qu'elle réponde aux besoins grandissants des familles de l'île ? Quels sont les obstacles que vous identifiez comme prioritaires à adresser ?

Le principal obstacle est un système politique qui porte des partis au pouvoir, pas le peuple. Nous nous y opposons fermement et proposons le renouvellement du système politique de façon que le peuple puisse prendre les décisions sur les affaires qui les concernent, pas des partis politiques sur lesquels il n'exerce aucun contrôle. Le PMLQ travaille au renouvellement du processus politique, pour le transformer en faveur de l'empouvoirement du peuple, au lieu d'appuyer un système qui réduit tout le monde à des électeurs qui ont la permission de voter à tous les quatre ans ou à des « tiers » qui doivent se limiter à parler uniquement de ce que le gouvernement et son État leur permettent. C'est antidémocratique et tout sauf une démocratie représentative.

Les près de 150 000 personnes qui oeuvrent au sein des écoles primaires, secondaires et dans la formation professionnelle demandent la construction de nouvelles écoles pour permettre entre autres, la diminution du ratio élèves/enseignants, améliorant ainsi grandement les conditions d'enseignements et une plus grande proximité entre les écoles et les familles. Ces maisons d'éducation doivent être des plus modernes, sécuritaires et accueillantes de façon à mettre le facteur humain au premier plan. Nous disons que les conditions de travail des enseignants sont les conditions d'étude des élèves et des étudiants, et qu'il faut travailler au renouveau démocratique, car le gouvernement et ses partis élites de l'Assemblée nationale décident en notre nom, contre nos intérêts et font obstacle à la réalisation des demandes des experts de ce secteur : nos enseignants et leurs pairs dans les écoles. C'est d'un Québec moderne dont nous devons nous doter avec une éducation moderne pour que toute notre jeunesse puisse s'épanouir et contribuer à celui-ci. Poursuivons cette importante discussion !